*Les mentions en rouge constituent des commentaires ou des éléments non obligatoires pour lesquels la collectivité devra faire un choix.*

**ARRÊTÉ PORTANT DETACHEMENT POUR STAGE**

**SUITE A CONCOURS**

**DE MONSIEUR/MADAME …….…**

**DANS LE GRADE DE … *(catégorie A, B ou C)***

Le Maire *(ou Président)* de ............................................................................. ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n°86-68 du 13 Janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, de disponibilité et de congé parental des fonctionnaires territoriaux, notamment l’article 2, 12° ;

*(le cas échéant)* Vu le décret n°91-298 du 20 mars 1991 modifié, portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet ;

Vu le décret n°92-1194 du 4 novembre 1992 fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la Fonction Publique Territoriale ;

*Pour une nomination en catégorie A :*

Vu le décret n°2006-1695 du 22 décembre 2006 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires de la catégorie A de la fonction publique territoriale ;

*Pour une nomination en catégorie B :*

Vu le décret n°2010-329 du 22 mars 2010, fixant les dispositions statutaires communes applicables aux cadres d’emplois des fonctionnaires territoriaux de la catégorie B de la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n°2010-330 du 22 mars 2010, fixant l’échelonnement indiciaire applicable aux membres des cadres d’emplois régis par le décret n° 2010-329 du 22 mars 2010 susvisé ;

*Pour une nomination en catégorie C :*

Vu le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n°………..…… modifié, portant statut particulier du cadre d’emplois des …………….. ;

*(Le cas échéant)* Vu le décret n°………… modifié, portant échelonnement indiciaire applicable aux ……………… ;

Vu la délibération en date du ………………….. créant un emploi de ………………….. *à temps complet ou à temps non complet* (………/35ème) *(ou vu le tableau des effectifs de la collectivité)*;

Vu la déclaration de vacance d’emploi effectuée auprès du Centre de Gestion ;

Vu la candidature présentée par *Monsieur/Madame* …………………………………….. ;

Considérant que *Monsieur/Madame* ……………….. est inscrit*(e)* sur la liste d'aptitude au grade de ………….. établie, à compter du ………………., après concours organisé par le centre de gestion de …………………… ;

Considérant que l’intéressé*(e)* a satisfait aux conditions de recrutement ;

Considérant l’arrêté en date du ………… de *Monsieur/Madame* ……….. *(faire référence au dernier arrêté de l’agent dans son cadre d’emploi d’origine)*, au grade……… échelon *(IB IM………)* à compter du ………….. avec une ancienneté de ………………. *(le cas échéant)* ;

**ARRETE**

**Article 1** : *Monsieur/Madame* .……………, titulaire du grade de ....... est placé*(e)* en position de détachement pour stage sur le grade de ......... à temps complet *(ou non complet à raison de …/35ème)* pour une durée de ……….

Ce stage pourra être prolongé d’une durée maximale de … *(se reporter au décret)* conformément aux dispositions du statut particulier du cadre d’emplois.

**Article 2 :** Pendant la durée de son détachement *Monsieur/Madame* ………………. est classé*(e)* au … échelon et sera rémunéré*(e)* sur la base de l'IB ... IM ... avec un reliquat d’ancienneté de …

**Article 3 :** Au cours de la période de stage, *Monsieur/Madame*………….*…* est astreint*(e)* à suivre une formation d’intégration dans les conditions prévues par le décret n°2008-512 du 29/05/2008 relatif à la formation statutaire obligatoire des fonctionnaires territoriaux et pour une durée totale de 5 jours.

**Article 4 :** L’intéressé*(e)* sera réintégré*(e)* dans son grade de …, s’il n'est pas titularisé*(e)* à l'issue de son stage, et ne pourra être remplacé*(e)* dans son emploi d’origine de ............. que s'il est titularisé*(e)* dans son nouveau cadre d’emplois de ...

**Article 5 :** Pendant la durée de son détachement, *Monsieur/Madame* ……………….. conservera son droit à l'avancement et à la retraite dans son cadre d’emplois d'origine.

**Article 6 :** Au cours de cette période, *Monsieur/Madame* ……………… restera affilié*(e)* à la CNRACL *(ou à l’IRCANTEC si durée hebdomadaire inférieure à 28h)* et devra effectuer les versements fixés par le règlement de cette caisse sur le traitement perçu durant le détachement.

**Article 7 :** Le Directeur Général des Servicesest chargé de l’exécution du présent arrêté.

Ampliation du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée sera transmise :

- au représentant de l'Etat, dans le département,

- au Comptable de la collectivité,

- à la Présidente du Centre de Gestion,

A………… le …………………….

Le Maire *(ou le Président)*

Cachet de l’établissement

Le Maire *(ou le Président)*,

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cette décision,

- informe que la présente décision peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Melun, dans le respect du délai de recours de deux mois à compter de la présente notification.

La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Notifié le

Signature de l'agent